

La revue *Économie de Madagascar*

Une expérience de publication scientifique dans un pays en développement

Mireille Razafindrakoto
et François Roubaud ¹

Parmi ses diverses activités de valorisation et de diffusion, le projet Madio est à l'origine de la création d'une revue scientifique intitulée *Économie de Madagascar*, dont les quatre premières livraisons ont été publiées entre 1996 et 1999. Cet article présente ses objectifs, son mode de fonctionnement, les problèmes rencontrés, ainsi que le contenu de ses quatre premiers numéros. Une revue d'analyse économique n'est-elle pas un luxe superflu dans un pays parmi les plus pauvres du monde, où l'on pourrait invoquer toutes sortes d'autres priorités plus fondamentales ? Cette question conduit à s'interroger sur la place et le rôle de la recherche dans les pays en développement.

À l'instigation du projet Madio, la Banque centrale de Madagascar (BCM) et l'Institut national de la statistique malgache (Instat) ont cofondé une revue, intitulée *Économie de Madagascar*, dont le premier numéro est paru en décembre 1996. La revue *Économie de Madagascar* a refermé ainsi une parenthèse de silence de près d'un quart de siècle de la recherche en économie à Madagascar, suite à la disparition en 1972 de la *Revue économique de Madagascar*, provoquée par la fermeture du pays. Mi-2000, quatre livraisons étaient parues, conformément aux engagements annoncés dans le premier numéro de publier au moins un numéro par an. On cherche ici à expliquer les objectifs de cette expérience de publication scientifique régulière dans un pays en développement, malheureusement encore tout à fait exceptionnelle en Afrique subsaharienne, à en présenter les résultats, ainsi que les difficultés rencontrées.

Une revue économique au service du développement de Madagascar

La revue *Économie de Madagascar*, pour quoi faire ?

En 1966, naissait à l'université d'Antananarivo la *Revue économique de Madagascar*. Cette initiative traduisait les espoirs suscités par la nouvelle république indépendante de Madagascar, et augurait d'un avenir prometteur pour la recherche économique, assis sur un enseignement supérieur de qualité. Six ans plus tard, avec les événements de 1972, la *Revue économique de Madagascar* s'éteignait avec son septième et dernier numéro.

Quarante ans après l'indépendance, le bilan économique de Madagascar n'est pas brillant, malgré l'embellie enregistrée depuis 1997. Les promesses de développement n'ont pas été tenues. Louées de tout temps, les formidables ressources du pays, tant humaines que physiques, sont restées à l'état de

¹ Mireille Razafindrakoto et François Roubaud sont chercheurs à l'IRD en poste à Dial. François Roubaud a été responsable à Madagascar du projet Madio de 1994 à 1999. Mireille Razafindrakoto a travaillé au sein du projet Madio pendant cette période.

potentiel dont la valorisation a été jusqu'à présent sans cesse reportée. Nous ne retiendrons qu'un indicateur pour caractériser cet échec : le PIB par tête a été divisé par deux entre le début des années 1970 et le milieu de la décennie 1990. Malgré plusieurs changements de régime politique et de mode de régulation économique, Madagascar n'a jamais enregistré de période durable de croissance économique, et les jeunes générations n'ont connu qu'un environnement en régression permanente.

Cette dynamique récessive est insoutenable à terme. D'ores et déjà, Madagascar occupe le rang peu enviable d'un des pays les plus pauvres du monde. Les niveaux de vie sont si faibles, que l'immense majorité de la population vit dans le dénuement et ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se soigner, s'éduquer). Même sur le front de l'éducation, qui jusqu'au début des années 1980 avait connu des progrès spectaculaires, la régression est en marche, compromettant durablement l'avenir du pays.

Pourtant, la société malgache est loin d'être restée passive. Dans le champ politique, les événements de 1991 ont débouché sur un processus électoral, exemplaire à l'aune des standards du continent africain, la promulgation d'une nouvelle constitution, et la mise en place des institutions qui lui sont liées. Du côté économique, Madagascar s'est engagé depuis plus d'une décennie dans un processus de transition, tendant à remplacer l'économie hautement administrée qui caractérisait encore le pays au début des années 1980 par une économie de marché ouverte sur l'extérieur. De nombreuses réformes ont été entreprises dans ce sens : libéralisation des prix et du change, désengagement de l'État de la sphère productive, baisse et harmonisation des taxes sur le commerce extérieur, introduction de la TVA, indépendance de la Banque centrale dans la conduite de la politique monétaire, etc. Deux principes forts sous-tendent cette nouvelle ère : la démocratie parlementaire et l'économie de marché.

Madagascar est donc à la croisée des chemins. L'enjeu est de taille, et la réussite un impératif. Elle nécessite la mobilisation de toutes les énergies. La publication de la revue *Économie de Madagascar* s'inscrit dans cette perspective et se veut être une contribution au succès du processus de transition en cours.

En effet, la bonne marche d'une société démocratique fondée sur l'économie de marché ne se décrète pas mais se construit progressivement. Dans une telle société, l'accès de tous à une information économique fiable et actualisée est une nécessité. Pour les autorités, elle constitue

l'instrument privilégié pour définir, piloter et évaluer les résultats des politiques économiques. Pour les agents économiques, notamment les opérateurs, elle est la condition d'une meilleure allocation des ressources en fonction des opportunités (secteurs, régions, etc.), condition d'autant plus importante que les décisions sont décentralisées. Pour le citoyen enfin, elle représente un préalable incontournable à l'exercice de ses droits. L'électeur doit pouvoir choisir ses mandants en fonction de leurs programmes, quitte à les sanctionner s'ils ne remplissent le contrat pour lequel ils ont été élus.

Or, force est de constater que ces conditions ne sont pas remplies. À l'instar de nombreux pays en développement, Madagascar est une société sous-informée. Cependant, une prise de conscience de ces lacunes se fait jour, et cet état de fait est en train de changer.

En premier lieu, la diffusion de données économiques de base se généralise. Deux institutions jouent un rôle central dans ce domaine : l'Institut national de la statistique (Instat) pour ce qui touche à la sphère réelle de l'économie (prix, production, emploi, etc.), et la Banque centrale de Madagascar (BCM) pour la sphère monétaire. Le vaste projet de réhabilitation de l'appareil statistique national, coordonné par l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) avec l'appui des principaux bailleurs de fonds, œuvre dans ce sens et a déjà donné des résultats tangibles. On peut citer, à titre d'exemple de cette politique de diffusion, la publication trimestrielle de la BCM, intitulée *Bulletin d'information et de statistiques* et rénovée depuis 1990, ou encore le rendez-vous périodique "Instat-Point Information", mis en place en 1995, conférence qui se propose de présenter au public les premiers résultats des travaux les plus récents de l'Instat en matière d'enquêtes ou d'analyses économiques et statistiques.

En second lieu, les médias, forts de leur liberté retrouvée, jouent de plus en plus pleinement leur rôle de vecteur privilégié de diffusion de ces informations économiques. Ainsi, ils révèlent l'état de la demande de la société civile en la matière, et remplissent une fonction pédagogique. De plus, ils suscitent l'émergence d'une demande chaque jour plus large, d'une part en réclamant l'extension du contenu des informations produites, et d'autre part en les mettant à disposition de nouvelles couches de la population jusqu'alors écartées du débat public sur les questions économiques. Cette conjonction d'intérêts s'est concrétisée en 1995 par l'attribution du prix Orange décenné par un hebdomadaire d'Antananarivo, à l'Instat et à la BCM. Ce prix

symbolique est décerné chaque année "à la personne morale ou physique qui a le mieux servi la cause de la presse nationale durant l'exercice écoulé".

Si un effort important a été consenti et se poursuit en matière d'élaboration et de diffusion des données économiques de base, l'analyse économique de ces mêmes informations restait le point faible du dispositif. En effet, il n'existait pas à Madagascar de support écrit où les économistes pouvaient présenter et soumettre à la discussion les résultats de leurs travaux. Paradoxalement, il était plus facile de trouver des informations ou des études sur l'économie malgache auprès d'organismes ou de centres de documentation établis à Washington ou à Paris, qu'à Madagascar même. C'est fort de ce constat, qu'à l'instigation du projet Madio, la BCM et l'Instat ont décidé de se doter d'une revue sur l'économie malgache, publiée à Madagascar, dont la fonction principale est de combler cette lacune.

L'objectif de la revue *Économie de Madagascar* est donc double : **satisfaire la demande et stimuler l'offre d'analyses économiques**. Du côté de la demande, nous avons montré qu'elle correspondait bien à un besoin fondamental pour Madagascar, clairement exprimé et largement relayé par les médias locaux. Du côté de l'offre, la revue veut servir de support de publication aux économistes malgaches cherchant à engager des travaux de réflexion, et ne disposant pas d'autre instrument adapté de valorisation sur place. Pour ces derniers, la revue constitue un débouché naturel susceptible d'encourager leurs travaux, et d'œuvrer à l'amélioration de la qualité de leurs recherches.

En effet, il est produit chaque année à Madagascar nombre de notes et documents, au sein des administrations, des organismes de recherche (université, etc.), ou des bureaux d'études. Malheureusement, leur statut de littérature grise les condamne à une durée de vie extrêmement réduite, puisqu'ils s'entassent dans les tiroirs de leurs commanditaires une fois que ceux-ci en ont pris connaissance, quand ils ne disparaissent pas tout bonnement de la circulation. Or certains d'entre eux ont la qualité requise pour mériter une diffusion plus large, moyennant quelques modifications nécessaires afin de satisfaire aux normes de publication compatibles avec les standards internationaux en la matière. C'est justement une fonction de la revue *Économie de Madagascar*.

Mais une revue comme *Économie de Madagascar* permet d'aller bien au-delà de ces objectifs. Premièrement, elle contribue à **renforcer la capacité institutionnelle**, dont tous s'accordent à

reconnaître la faiblesse actuelle. Pour ne prendre que l'exemple des cadres de la BCM ou de l'Instat, leur activité professionnelle est encore trop exclusivement accaparée par la gestion quotidienne de leurs institutions respectives, souvent orientée sur le très court terme, quand les problèmes de fond posés par le développement du pays se situent à des horizons plus éloignés, de moyen et long terme. Pourtant, les organigrammes des deux institutions prévoient explicitement la réalisation d'études économiques de portée plus générale. En patronnant cette revue, la BCM et l'Instat marquent clairement leur volonté de voir s'engager en leur sein une réflexion sur les grandes questions économiques qui conditionnent l'avenir du pays. On peut donc espérer que cette revue serve à révéler les compétences nationales, parfois sous-estimées ou simplement méconnues. Elle doit contribuer à entretenir et dynamiser la communauté des économistes malgaches, dont tous s'accordent à reconnaître l'importance dans l'internalisation, et par voie de conséquence dans la réussite, des politiques de développement.

Deuxièmement, la revue *Économie de Madagascar* veut **s'ériger en gardienne de la mémoire collective**. Trop souvent, celle-ci est perdue faute de procédures et de supports adéquats de stockage de l'information. Il est par exemple devenu extrêmement difficile d'établir un diagnostic précis des politiques économiques menées dans les années 1970 ou 1980, qui dépasse le cadre normatif consigné dans les documents officiels, tels que les lois de finance ou les plans pluriannuels. Tirer les enseignements des réussites ou des erreurs passées, permettre à la population de se réapproprier son histoire, éviter l'oubli collectif, sont autant de gages d'une construction rationnelle de l'identité nationale. Celle-ci exige que l'histoire du pays (ici l'histoire économique) soit documentée et accessible aux générations futures. Sans mésestimer l'importance de la culture orale, il convient de créer parallèlement des instruments de conservation de la mémoire nationale plus pérennes et adaptés aux exigences de la modernité.

Enfin, la revue *Économie de Madagascar*, par la diversité des thèmes abordés, certains devant l'être de manière contradictoire, vise à **enrichir le débat public** sur les grandes questions économiques, et sur les choix de société en résultant. Plus que jamais, c'est sur ce front que se joue une grande part de l'avenir du pays. En s'ouvrant au public le plus large, la revue se doit d'être un instrument de participation, nécessaire au bon fonctionnement d'une démocratie, où nombre de décisions sont prises de manière décentralisée.

Les règles du jeu

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la revue *Économie de Madagascar* a été fondée par la Banque centrale de Madagascar et l'Institut national de la statistique, et placée sous leur entière responsabilité. Le projet Madio a apporté son concours à sa mise en place ainsi qu'à sa pérennisation, en attendant que les services des institutions fondatrices soient en mesure de la prendre en charge. Aucun critère de périodicité n'a été imposé *a priori*, si ce n'est l'engagement de livrer au moins un numéro par an. Le rythme de publication dépend donc entièrement de l'enthousiasme suscité par la revue *Économie de Madagascar*, et par voie de conséquence, de l'offre d'articles. Un comité de rédaction pluri-institutionnel d'une dizaine de membres représentatifs de la communauté des économistes de Madagascar, sous la direction d'un secrétaire de rédaction choisi parmi ces derniers, est chargé d'assurer le dynamisme de la revue. En particulier et pour maintenir la qualité des analyses publiées dans la revue, il joue aussi le rôle de comité de lecture, afin de valider les articles soumis à la publication. Le cas échéant, il peut mobiliser des personnes extérieures, en fonction de leur compétences spécifiques.

Financée dans un premier temps grâce à l'appui des bailleurs de fonds (Coopération française, IRD (Institut de recherche pour le développement, ex-Orstom)), la revue *Économie de Madagascar* a pour vocation d'être progressivement prise en charge par la BCM et l'Instat, à mesure qu'elle fera la preuve qu'elle œuvre en faveur de l'intérêt public, et que des ressources internes pourront être dégagées pour en assurer la perpétuation. Bien que le recouvrement intégral des coûts soit illusoire, au moins à court terme, un certain nombre de procédures sont mises en place pour tenter d'obtenir les meilleurs ratios d'autofinancement. Ils constituent en effet un puissant révélateur de la demande réelle qui s'adresse à la revue, preuve qu'elle n'est pas seulement un "produit administratif".

La revue *Économie de Madagascar* vise à promouvoir les travaux d'économie quantitative et appliquée sur Madagascar et à Madagascar, traitant en priorité des grandes questions économiques auxquelles le pays est confronté. Cependant, elle se garde bien d'adopter une conception étroite de l'économie. En premier lieu, son contenu doit pouvoir être étendu à des questions qui se situent à la frontière de l'économie : démographie, sociologie, etc. En second lieu, certains articles peuvent porter sur d'autres champs géographiques que Madagascar, dans la mesure où ils permettent d'éclairer les problèmes spécifiques de l'économie

malgache (enseignements d'expériences réussies ou non dans d'autres pays, approches comparatives).

Bien que la revue ait été fondée par la BCM et l'Instat, le contenu des articles publiés n'est pas censé refléter la position officielle de ces institutions, et ce afin de garantir l'indépendance de vue des auteurs, gage de scientificité. Si la BCM et l'Instat incitent leurs cadres à participer activement au dynamisme de la revue, ses colonnes ne leur sont pas exclusivement réservées.

Économie de Madagascar est donc par principe ouverte à tous les contributeurs. Leur seule contrainte est de se soumettre aux normes éditoriales de la revue. Celles-ci sont définies de façon à s'aligner sur les standards internationaux en la matière. Si les auteurs nationaux sont amenés à prendre une place prépondérante, la participation d'auteurs étrangers est vivement encouragée, l'unicité de la communauté scientifique étant synonyme d'enrichissement mutuel.

La revue *Économie de Madagascar* veut dépasser le cadre confidentiel d'une publication pour spécialistes, réservée aux seuls initiés. Elle s'adresse à tous les lecteurs qui s'intéressent à l'économie de Madagascar : des économistes professionnels aux amateurs éclairés. Ce choix exige qu'un compromis soit trouvé entre la technicité souvent nécessaire aux analyses de qualité, et la clarté des discours tenus.

Les quatre premiers numéros de la revue *Économie de Madagascar*

Mi-2000, après trois ans et demi d'existence, la revue *Économie de Madagascar* avait livré quatre numéros. Suite à un premier numéro traitant de questions diverses en décembre 1996, la revue *Économie de Madagascar* a assuré trois livraisons thématiques en 1997, 1998 et 1999.

Le premier numéro : un numéro d'appel

Le premier numéro, composé de neuf articles a donné le ton de ce que l'on souhaitait voir publié dans *Économie de Madagascar*. Ces articles ont traité de thèmes très divers, comme en atteste le sommaire (tableau). Les auteurs ont abordé notamment la politique d'éducation, la politique de libéralisation dans le secteur de la vanille, les comportements d'offre de travail, la dynamique des investissements directs étrangers, l'industrie, la consommation des ménages, ou encore la place des petites et moyennes entreprises, le fameux "*missing middle*" en Afrique, qui aurait été retrouvé à Madagascar.

Décidé dans l'urgence pour provoquer un effet d'appel, ce numéro a constitué un banc d'essai. En particulier, le comité de rédaction de la revue n'a pas pu procéder à un appel à contributions largement diffusé aux auteurs potentiels. L'ensemble des articles a été puisé dans le fonds des études réalisées dans le cadre du projet Madio, et accumulées depuis 1995.

Le deuxième numéro sur la libéralisation dans le secteur agricole

Le deuxième numéro, thématique, intitulé "Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation" a constitué un nouveau pas vers la consolidation de la revue *Économie de Madagascar*, et des objectifs poursuivis à travers elle. Du côté de l'offre des articles, la diversification des contributeurs a apporté la preuve que ce support est susceptible de contribuer à la dynamisation des chercheurs en général, et des économistes en particulier, qui cherchent à mieux comprendre (et faire comprendre) les réalités et les mécanismes de l'économie malgache afin de mieux orienter l'élaboration des politiques économiques. Du côté de la demande d'analyses économiques, l'accueil favorable du premier numéro par le public a permis d'engager une stratégie d'autofinancement partiel de la revue, gage de sa pérennité. Enfin, le thème traité, très peu abordé dans le premier numéro, est un enjeu fondamental du succès de la politique de transition en cours à Madagascar. Sans une réforme réussie de l'agriculture, le "miracle malgache", basé sur une croissance rapide, durable et équitable, ne pourra avoir lieu.

Le dossier thématique

La partie thématique du numéro est constituée de 9 articles, traitant tous de la question agricole, précédés d'une présentation générale par Daniel Ramarokoto, président du Secrétariat technique de l'ajustement (STA).

Le premier article, qui dresse un état des lieux général des effets des politiques d'ajustement dans le secteur agricole, montre la faiblesse de la réaction de l'offre aux mesures prises, et identifie les principales contraintes qu'il convient de lever.

Les quatre articles suivants se penchent plus spécifiquement sur la question rizicole, aussi bien du point de vue macroéconomique, que de celui des différents systèmes de production, caractérisant les types de rizicultures qui coexistent à Madagascar (grands périmètres irrigués, et riziculture familiale des Hauts-Plateaux), ou encore au niveau de la commercialisation. Ces quatre éclairages convergent pour confirmer l'échec indiscutable des politiques de régulation publique de la filière dans

les années 1970, mais montrent aussi que le grand tournant de la libéralisation du milieu des années 1980 a créé un certain nombre d'effets pervers, conduisant à une désorganisation de la filière, un repli des paysans vers des stratégies d'autosubsistance, et une baisse des rendements.

L'article suivant traite d'un autre enjeu stratégique de la transition vers l'économie de marché dans l'agriculture : celui de la formation des prix alimentaires sur les marchés urbains, sur longue période. Sa principale conclusion met en évidence une autre contrainte créée par la libéralisation des prix des produits agricoles. En effet, celle-ci a entraîné une variabilité accrue des prix, facteur d'incertitude majeur pour les producteurs, susceptible de brider leurs décisions d'investissement, et donc la production.

Enfin, les trois derniers articles suggèrent des pistes pour lever les contraintes identifiées dans les analyses précédentes. Tous les trois sont centrés sur la question du crédit aux agriculteurs. Ici aussi, une certaine convergence de vue sur le diagnostic, et surtout sur les solutions, se fait jour ; cette convergence est d'autant plus encourageante que les trois auteurs proviennent d'horizons différents. Après avoir brossé un panorama des principales formes de crédit aux agriculteurs par le passé, et montré leur incapacité à répondre à la demande des paysans, le premier auteur plaide en faveur d'un système financier de proximité, fondé sur une approche mutualiste, qui a le mérite d'avoir déjà montré son efficacité sur le terrain. Le deuxième auteur teste formellement, à partir de données d'enquêtes, l'avantage des formes de crédit mutualiste sur le crédit formel bancaire traditionnel. Il montre que ce type de crédit solidaire est plus performant, notamment parce qu'à l'instar des crédits informels, il substitue à la garantie physique une "garantie sociale", fondée sur la connaissance et la solidarité entre ses membres. Pour finir, le dernier auteur, professionnel du micro-crédit en milieu rural, explicite les résultats et les difficultés, mais aussi les nouvelles options, de la BTM, seule banque de crédit agricole à Madagascar, en voie de privatisation.

Évidemment, ce numéro thématique de *Économie de Madagascar* ne prétendait pas épuiser la question agricole à Madagascar. Très largement focalisé sur le riz, qui ne représente en fait que la moitié de la production agricole, il a peu mentionné les autres cultures vivrières (manioc, maïs, pomme de terre, maraîchage, etc.), qui, tout en étant aussi tournées principalement vers le marché intérieur, constituent des alternatives pour les paysans dans leurs stratégies de diversification. De même, ni les cultures industrielles, dont les résultats sont très

Tableau**Sommaire des quatre premiers numéros de la revue *Économie de Madagascar***

n°1 : non thématique (1996)	
1- La dynamique de la consommation dans l'agglomération d'Antananarivo sur longue période (1960-1995) et les stratégies d'adaptation des ménages face à la crise	Ravelosoa R. et Roubaud F.
2- Dynamique du secteur industriel moderne sur longue période (1966-1994) ou comment se perdre en une décennie ?	Razafindrakoto M.
3- Les petites entreprises à Madagascar : le "Missing Middle" retrouvé	Naudet J.-D.
4- L'approche à haute intensité de main-d'œuvre : une opportunité pour Madagascar. Essai de cadrage macroéconomique	Razafindrakoto M. et Roubaud F.
5- Les déterminants de l'offre féminine de travail : qu'est ce qui incite la femme à travailler ?	Ramilison É.
6- La politique d'éducation au cœur de l'ajustement à Madagascar : que veulent les Tananariviens ?	Roubaud F.
7- Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar : quelle leçon peut-on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ?	Razafindrakoto M.
8- Quel avenir pour la vanille malgache à l'heure de la libéralisation? Analyse à partir de l'observatoire d'Amalaha	Razafindrakoto M.
9- Sait-on au moins ce qu'ils en pensent ? Le point de vue des Tananariviens sur les grandes options économiques pour le développement de Madagascar	Razafindrakoto M. et Roubaud F.
n°2 : "Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation" (1997)	
1- L'ajustement dans le secteur agricole : insuffisance des réformes de prix et faiblesse de la compétitivité	Razafimandimby L.
2- La question rizicole à Madagascar : les résultats d'une décennie de libéralisation	Roubaud F.
3- Que sont les greniers à riz devenus ?	Droy I.
4- La riziculture des Hautes-Terres de Madagascar : les performances bridées d'un système de production	Pesneaud F.
5- Les transactions commerciales de paddy au niveau des producteurs : un aperçu à partir de l'étude IFPRI/FOFIFA	Randrianarisoa C.
6- Vivre avec des prix alimentaires variables : une analyse du marché des produits agricoles d'Antananarivo	Minten B.
7- Quel crédit pour les agriculteurs?	Fraslin J.-H.
8- Les déterminants du rationnement du crédit : une étude des prêteurs informels et des groupements de crédit formel à Madagascar	Zeller M.
9- La BTM et ses activités de micro-finance : pour un partenariat efficace	Rasamison J.-H.
10- Les entreprises franches à Madagascar : économie d'enclave ou promesse d'une nouvelle prospérité ? Nouvel esclavage ou opportunité pour le développement du pays ?	Razafindrakoto M. et Roubaud F.
n°3 : "Perspectives macroéconomiques et politiques publiques : la question fiscale" (1998)	
1- Madagascar à la croisée des chemins : une analyse de la trajectoire récente de l'économie malgache	Razafindrakoto M. et Roubaud F.
2- Perspectives de l'économie malgache à l'horizon 2001 : la croissance durable est-elle possible ?	Razafindrakoto M. et Roubaud F.
3- Perspectives et contraintes de la croissance à Madagascar	Cogneau D.
4- L'économie malgasy à travers le modèle australien	Botomazava N. M.
5- Une analyse monétariste de la formation des prix à Madagascar	Rabeantoandro J.
6- Politique fiscale à Madagascar : options et impacts	Dissou Y., Hagglade S., Andriamasy H. et alii
7- Incidence fiscale à Madagascar : une analyse de la progressivité des impôts et des dépenses sociales	Sahn D. et Younger S.
8- Fiscalité des entreprises : <i>exonerari ergo sum</i>	Gautier J.-F.
9- La fiscalisation du secteur informel : le gisement fiscal existe-t-il et peut-il être exploité ?	Paillaud O., Rakotomanana F. et Roubaud F.
10- Les droits d'accise à Madagascar	Andrianomanana P., Ranaivosolofo H., Rabetokontany S., Razafindravonona J. et Haughton J.
11- Amélioration de la transparence dans l'administration fiscale	Andrianomanana P., Ranaivosolofo H., Rajaonera L. et Rakotarisoa C.
12- Quelles perspectives macroéconomiques pour l'Afrique ?	Cling J.-P.

Tableau (suite)

Sommaire des quatre premiers numéros de la revue *Économie de Madagascar*

n°4 : "Le comportement des ménages face à la pauvreté : consommation, emploi, éducation, santé" (1999)	
1- Le profil de pauvreté à Madagascar : situation et tendance	Razafindravonona J., Randretsa I., Razafimandimby J. et Razafimanantena T.
2- Niveau de vie et taille des ménages : estimation d'une échelle d'équivalence	Ravelosoa R.
3- La perception des ménages d'Antananarivo de leur aisance financière et de leur niveau de vie	Ravelosoa R. et Rakotomalala A.
4- Le comportement des consommateurs riches et pauvres : une estimation des élasticités de demande à Madagascar à partir d'un modèle AIDS	Ravelosoa R., Haggblade S. et Rajemison H.
5- La dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance macroéconomique profite-t-elle aux ménages ?	Razafindrakoto M. et Roubaud F.
6- La formation du revenu des ménages à Antananarivo : une microsimulation en équilibre général pour la fin du siècle	Cogneau D.
7- Investissement scolaire : opportunité et équité pour les groupes bénéficiaires. Quand les dépenses publiques d'éducation profitent aux ménages publics.	Ramilison É.
8- Demande d'éducation et taille de la famille dans l'agglomération d'Antananarivo	Coury D. et Razafindratsima N.
9- Les effets de la capacité physique sur l'acquisition des compétences : une application au cas de Madagascar	Dumont J.-C.
10- Les dépenses de santé des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo	Ramilison É.
11- Impact démographique d'une famine ignorée : Antananarivo, 1985-1987	Garenne M., Waltisperger D., Cantrelle P. et Ralijaona O.
12- L'offre de riz des ménages agricoles malgaches : étude économétrique à partir d'enquêtes transversales	Robilliard A.-S.

contrastés (réussite pour le tabac, échec relatif pour le coton), ni les cultures d'exportation (vanille, café, girofle, etc.) n'ont été abordées dans ce numéro. Mentionnons simplement qu'un article sur la vanille malgache avait déjà été publié dans le premier numéro de la revue *Économie de Madagascar*, en 1996. Enfin, le problème de la sécurité alimentaire, axe essentiel de la politique de lutte contre la pauvreté, comme l'a rappelé Daniel Ramarokoto dans son introduction au numéro, n'a pas été traité non plus. Autant de questions méritant de plus amples développements, et laissant le champ libre aux chercheurs pour les années à venir.

Un article sur un autre thème

La tonalité relativement pessimiste des performances du secteur agricole mises en lumière par la plupart des articles du dossier thématique, malgré quelques lueurs d'espoir, risquait de donner une image trop négative et non représentative de l'économie malgache, à l'heure où d'importants efforts étaient engagés pour amorcer son redressement. En effet, si certains secteurs se sont montrés peu sensibles aux effets de la réforme économique, d'autres au contraire, ont fait preuve d'un véritable dynamisme, qu'il convenait de porter à la connaissance du public. C'est pourquoi on a choisi de publier dans ce même numéro une étude sur l'évolution et le rôle des entreprises franches à Madagascar, secteur stratégique s'il en est au moment où l'ouverture économique et la croissance tirée par les exportations étaient les maîtres mots de

la politique économique des autorités. La réussite indéniable de ces entreprises, malgré les difficultés, et leurs effets positifs sur le reste de l'économie méritent l'attention. Elles administrent la preuve, pour ceux qui n'en seraient toujours pas convaincus, que la trajectoire récessive de Madagascar n'est pas une fatalité.

Le troisième numéro sur les perspectives macroéconomiques et la question fiscale

Avec sa troisième livraison, en décembre 1998, la revue *Économie de Madagascar* est entrée dans sa phase de maturité. Ses objectifs initiaux ont été respectés : périodicité annuelle, stratégie éditoriale d'autofinancement partiel, montée en puissance des économistes malgaches, tout en assurant l'ouverture à des auteurs étrangers, qualité technique des contributions, et liaison étroite des thématiques retenues avec les problèmes fondamentaux de développement à Madagascar, afin de servir de support à la prise de décision et d'enrichir le débat démocratique sur les principales options de politique économique. Tous ces points constituaient autant d'engagements souscrits dans la charte fondatrice de la revue.

À l'instar du deuxième numéro, le troisième numéro d'*Économie de Madagascar* constitue un dossier thématique. Il est composé de 12 articles, et intitulé "Perspectives macroéconomiques et politiques publiques : la question fiscale". Ce choix a pris tout

son sens en 1998 avec la conjoncture économique d'alors.

D'un côté, Madagascar venait de renouer avec la croissance économique. Si dans l'absolu, les taux enregistrés (de l'ordre de 4 à 5%) sont restés modestes, à l'aune de l'histoire du pays depuis son indépendance, ces résultats sont apparus tout à fait hors du commun. Rappelons que la plupart des économistes qui ont cherché à estimer des équations de croissance (soit dans le cadre des théories de la croissance endogène et de la convergence des nations, soit pour expliquer les piètres performances du continent africain) ont été conduits à exclure Madagascar de leurs échantillons de pays ou à le considérer comme un point aberrant, tant les facteurs explicatifs de la croissance, classiques ou moins classiques, ne s'appliquaient pas aux trois décennies de régression du PIB par tête dans la Grande Île. L'exception malgache était-elle en passe d'être résorbée? Le "bouillonnement" que tous les observateurs de l'économie malgache percevaient au quotidien, et qui commençait à être proprement quantifié, était-il le signe d'une véritable mutation s'inscrivant dans la durée, un simple phénomène de rattrapage venant combler l'écart toujours plus héant entre croissance potentielle et croissance effective, ou un feu de paille sans lendemain, avant de retomber dans la "fatalité malgache"? C'est à ces questions que s'est attachée à répondre la première partie du troisième numéro d'*Économie de Madagascar*.

D'un autre côté, et parallèlement à la reprise sur le front macroéconomique, les réformes sectorielles (privatisations, réformes fiscales et de l'environnement institutionnel, restructuration des dépenses publiques et de l'Administration, etc.), qui sont aussi celles qui touchent aux structures profondes de l'économie, ont piétiné, ou tout au moins n'ont pas avancé au rythme convenu par les autorités. Le point commun de toutes ces réformes est que, d'une part, elles remettaient en question un certain nombre de situations de rente à l'abri desquelles ont prospéré des groupes privilégiés, et d'autre part, elles dépendaient directement de la capacité de la puissance publique à gérer le développement. Dans ce contexte, on était en droit de s'interroger sur les causes des retards accumulés et des maigres résultats obtenus : manque de moyens, incompétence, ou résistance plus ou moins passive? Sur ce point, la question fiscale est apparue comme l'un des meilleurs exemples de la difficulté à mettre en œuvre ces réformes de fond, seules susceptibles de garantir le succès de la transition vers l'économie de marché.

En effet, comment s'expliquer la piètre performance de l'administration fiscal-douanière, qui malgré les

discours officiels accompagnés d'une série de mesures d'envergure au cours des années précédentes, avec l'appui technique et financier des bailleurs de fonds, s'est avérée incapable de redresser sensiblement un taux de pression fiscale pourtant parmi les plus faibles du monde? Cette situation est apparue d'autant plus paradoxale, que les recettes fiscales constituent l'instrument privilégié de l'État pour conduire une politique publique digne de ce nom. L'État n'aurait-il pas tout intérêt à se mobiliser pour accroître le volume de ressources publiques, afin de maximiser le "rendement politique" (aussi bien interne qu'externe) de son intervention? La question était donc clairement posée de savoir pourquoi la puissance publique ne pouvait pas (ou ne voulait pas?) collecter l'impôt, en dépit des multiples actions entreprises dans ce sens. La société malgache ne s'y est d'ailleurs pas trompée, puisque la question fiscale a semblé cristalliser les passions, les rebondissements médiatiques venant régulièrement la remettre en selle (suppression du code des investissements, liste des mauvais contribuables, fraudes avérées et exonérations iniques, élargissement du champ de la TVA aux entreprises franches et aux médicaments, etc.).

Perspectives macroéconomiques : Madagascar à la croisée des chemins

Les six premiers articles du troisième numéro d'*Économie de Madagascar* portent sur la dynamique macroéconomique du pays et les perspectives à court et moyen terme. En mobilisant un appareillage statistique qui se reconstruit progressivement, le premier article analyse la trajectoire de l'économie malgache depuis le début des années 1990. Il montre clairement la fragilité de l'amélioration enregistrée en 1997, en identifiant les principales contraintes susceptibles de remettre en question sa poursuite. Dans une deuxième étude, les mêmes auteurs se livrent à un exercice de projection, à l'horizon 2001, à partir du modèle macro-financier de court terme Prestomad. S'ils concluent à l'accélération probable de la croissance, un jeu de simulations basées sur les contraintes précédemment identifiées permet de quantifier le prix à payer si elles n'étaient pas levées. Le troisième article adopte une perspective de plus long terme. Il illustre à travers quelques estimations économétriques et en appliquant les nouveaux travaux de la macroéconomie du développement, les différentes contraintes structurelles de l'économie malgache : niveau de l'épargne et de l'investissement, contrainte financière extérieure, contrainte agraire et inégalités, formation de l'inflation. L'article suivant propose une relecture de l'évolution économique récente au travers du modèle de Salter et Swann sur les biens échangeables et non échangeables. Après ces vues

d'ensemble de la dynamique macroéconomique, la contribution suivante se focalise sur l'analyse de la formation des prix. Tous les spécialistes s'accordent pour considérer que la reprise du processus inflationniste, dont Madagascar vient à peine de sortir, aurait des conséquences néfastes sur la reprise en cours, qu'elle serait susceptible de compromettre. La revue de la littérature théorique conduit l'auteur à tester une formalisation économétrique de l'évolution des prix sur longue période à Madagascar, qui, en isolant les déterminants de court et de long terme, fournit des éléments intéressants pour l'interprétation du passé et le cheminement à venir. Enfin, le dernier article concernant les perspectives macroéconomiques, présenté à la fin du numéro, permet de replacer la trajectoire malgache dans la perspective plus large du développement des économies africaines. Il montre que les conditions d'une croissance durable ne sont pas réunies dans la plupart des pays africains. Ainsi, la forte reprise économique enregistrée par l'Afrique subsaharienne à partir de 1995 est imputable à des facteurs conjoncturels, et devrait s'achever dans l'ensemble, même si un nombre limité de pays sont encore susceptibles de tirer leur épingle du jeu.

La réforme fiscale : enjeux, diagnostic et propositions

Une fois posé le cadre global du contexte macroéconomique, les six articles suivants traitent de la question fiscale. La première étude assure la transition avec les articles portant sur la dynamique macroéconomique, en simulant à partir d'un modèle d'équilibre général calculable l'impact macroéconomique des différentes options de politique fiscale. Après avoir brossé un panorama succinct de la structure fiscale du pays, les auteurs s'intéressent tout particulièrement aux conséquences distributives, notamment en termes de pauvreté, des modifications éventuelles de la fiscalité (type d'impôt, barème, etc.). Les articles qui suivent sont consacrés aux caractéristiques et aux performances d'un type de taxes ou à la fiscalité d'une catégorie spécifique d'agents. Ainsi, une contribution étudie les effets redistributifs des taxes et des dépenses sociales sur les ménages, certaines d'entre elles se montrant progressives, tandis que d'autres apparaissent fortement régressives. Une autre étude se penche sur la fiscalité des entreprises formelles. Elle propose des estimations de la fraude et de l'évasion, et aborde la question des exonérations. Elle met en lumière les raisons de l'inefficacité et des distorsions engendrées par le mode d'application de la TVA à Madagascar. L'article suivant traite de la fiscalisation du secteur informel, qui prend tout son sens à Madagascar avec l'instauration prévue de l'impôt synthétique. Partant de bases de données particulièrement riches, et

après avoir mesuré le potentiel fiscal du secteur informel, les analyses conduisent à formuler un certain nombre de recommandations pour assurer la viabilité effective de l'impôt synthétique. Toujours dans le but d'améliorer la performance fiscale, une autre analyse se focalise sur les droits d'accise. L'estimation de courbes de demande pour les principaux produits taxés débouche sur des calculs de taux d'imposition susceptibles de maximiser les recettes. Enfin, le dernier texte aborde la question stratégique de la transparence fiscale. En effet, l'expérience montre que la croissance des recettes fiscales ne se décrète pas, à simples coups de manipulation des taux. Les estimations de la fraude par type d'impôts permettent de localiser les principaux points faibles de l'administration fiscale. Les auteurs plaident en faveur d'un renforcement des moyens, de la capacité d'analyse, et du contrôle de cette administration. Ils mettent l'accent sur l'importance de l'accès à l'information, pour restaurer la confiance et l'efficacité.

Comme on peut le constater, les articles proposés dans la troisième livraison d'*Économie de Madagascar* balayent un large spectre thématique, tant du point de vue macroéconomique que dans le domaine fiscal. Naturellement, un certain nombre de questions n'ont pas été traitées. Par exemple, une analyse approfondie de la structure de l'administration fiscal-douanière, de son organisation et de son mode de rémunération aurait sans doute judicieusement éclairé sur les raisons de son inefficacité. Encore une fois, les analyses proposées dans les numéros thématiques d'*Économie de Madagascar* n'ont pas pour ambition de faire un tour d'horizon exhaustif d'une question, mais de servir de catalyseur à d'autres travaux, et de favoriser la collaboration entre services de l'Administration et monde la recherche, ainsi que la concertation entre les acteurs économiques ; bref, ils aspirent à susciter la poursuite de la réflexion... et de l'action.

Le quatrième numéro sur le comportement des ménages au cœur des politiques de lutte contre la pauvreté

Comme les deux précédentes, la quatrième livraison d'*Économie de Madagascar* est un numéro thématique, composé de 12 articles, et intitulé "Le comportement des ménages face à la pauvreté : consommation, emploi, éducation, santé". Le choix de ce thème, très pertinent dans la conjoncture économique de Madagascar, a résulté de la conjonction de deux séries de facteurs : les nouvelles orientations de la politique de développement du pays d'une part, la richesse exceptionnelle des sources d'informations sur les ménages d'autre part. Daté de décembre 1999, ce numéro n'a finalement pu être livré au public qu'en septembre 2000. Ce

retard reflète les difficultés à assurer une livraison annuelle de la revue dans un contexte de pénurie d'offre d'articles et de manque de ressources humaines pour animer la revue.

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde. En 1997, sur 174 pays, il se plaçait au 160^e rang en terme de PIB par tête, mesuré en parité de pouvoir d'achat. Suivant l'indicateur du développement humain (IDH), qui prend en compte l'état de santé et d'éducation des populations en plus du revenu, Madagascar améliorerait légèrement son classement (147^e). Madagascar restait cependant parmi le groupe des pays à faible développement humain, avec un niveau de l'IDH inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Au cours des années 1990, entre les deux tiers et les quatre cinquièmes de la population vivaient en deçà du seuil de pauvreté, suivant le seuil de pauvreté retenu.

Dans ce contexte, la lutte contre la pauvreté a été mise au cœur des politiques de développement du pays. Le document cadre de politique économique (DCPE), qui constitue le programme économique du gouvernement malgache, en a fait l'objectif premier de la politique de réformes engagée.

L'accent mis sur la lutte contre la pauvreté dépasse d'ailleurs très largement le cadre malgache. Après deux décennies de programmes d'ajustement structurel, les résultats mitigés de ces programmes sur les conditions de vie des ménages ont conduit l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux à placer la pauvreté au centre des dispositifs d'aide publique au développement, et les initiatives internationales se sont multipliées dans ce domaine.

Parallèlement à cette mobilisation générale contre la pauvreté, Madagascar a accumulé depuis le milieu des années 1990 un patrimoine inestimable de données d'enquêtes auprès des ménages. Après le deuxième recensement général de la population et de l'habitat en 1993, de nombreuses enquêtes ont été menées par l'Instat et ses projets d'appui. Parmi les opérations les plus importantes, on peut citer les enquêtes permanentes auprès des ménages (1993, 1997, 1999), les enquêtes démographiques et de santé (1992, 1997), l'enquête de santé de 1995, le dispositif des enquêtes annuelles sur l'emploi et des enquêtes 1-2-3 sur le secteur informel et la satisfaction des besoins des ménages, mis en place en 1995 dans l'agglomération d'Antananarivo par le projet Madio, et les observatoires ruraux du projet Madio. Ainsi, par rapport aux années 1970 et 1980, durant lesquelles le premier recensement de la population de 1975 était la seule source d'informations disponible, l'ampleur du changement a été considérable en matière de disponibilité de données

pour le suivi des ménages.

Dans ce contexte, la quatrième livraison de la revue *Économie de Madagascar* a constitué une première mobilisation des bases de données récentes pour étayer le diagnostic sur la pauvreté à Madagascar, en explorant les caractéristiques et les déterminants du comportement des ménages. En effet, il est admis que la réussite des politiques publiques est largement conditionnée par la réaction des bénéficiaires potentiels aux actions entreprises. Par exemple, un programme de construction d'infrastructures scolaires ou de santé publique ne se traduit pas mécaniquement par une augmentation du taux de fréquentation. Ce dernier dépend bien sûr de l'offre disponible, mais aussi d'autres facteurs liés à la demande. Dans le cas de l'enseignement, les stratégies éducatives des familles, le rendement de l'éducation sur le marché du travail, le niveau des revenus et les coûts d'opportunité de la scolarisation doivent notamment être pris en compte. D'avoir sous-estimé ces facteurs, voire de les avoir carrément ignorés, nombre de politiques passées se sont condamnées à l'échec. Ce constat de bon sens a conduit à replacer l'analyse de la demande des ménages au cœur des préoccupations. C'est pourquoi les enquêtes auprès des ménages constituent un instrument indispensable, non seulement pour dresser l'état des lieux (niveau de bien-être, état de santé de la population, taux de scolarisation, etc.) et en assurer le suivi, mais aussi pour évaluer l'efficacité des politiques.

En combinant richesse des informations, pertinence des questions et originalité des méthodes, le quatrième numéro d'*Économie de Madagascar* a abordé une large palette de thématiques, allant de la consommation à l'emploi, en passant par la demande de santé et d'éducation, qui toutes ont trait au comportement des ménages dans un environnement général caractérisé par la pauvreté. Les 12 articles du numéro peuvent être regroupés en cinq thèmes.

Consommation et pauvreté : instruments et diagnostic

Les quatre premiers articles du numéro traitent de la pauvreté et de la consommation. Le premier dresse un bilan de la pauvreté à Madagascar au cours de la décennie 1990. En mobilisant les données des deux enquêtes permanentes auprès des ménages de 1993 et 1997, les auteurs établissent pour ces deux années un profil de pauvreté au niveau national. Ils s'intéressent aussi à l'évolution du phénomène, en quantifiant la part du changement observé imputable à l'effet de la croissance globale, et celle résultant de la variation des inégalités. La discussion des différentes méthodes de détermination du seuil de pauvreté montre toute la difficulté à établir

un diagnostic non ambigu quant à l'évolution du phénomène.

La deuxième contribution poursuit cette réflexion méthodologique en mettant en évidence l'importance du choix des échelles d'équivalence sur la mesure de la pauvreté et du niveau de vie des ménages. L'auteur aboutit, après avoir mis en œuvre toute une batterie de tests économétriques, à l'estimation d'une nouvelle échelle d'équivalence, *a priori* plus adaptée au cas malgache que l'échelle d'Oxford, la plus communément utilisée au niveau international.

Si les indicateurs de pauvreté sont le plus souvent fondés sur des variables objectives de niveau de vie (revenu, consommation), un certain nombre de travaux récents se sont attachés à développer des approches alternatives en partant de questions subjectives d'appréciation du bien-être par les ménages eux-mêmes. Ces méthodes avaient été jusqu'alors exclusivement appliquées dans les pays développés. Grâce aux données originales de l'enquête 1-2-3 réalisée en 1998 dans l'agglomération d'Antananarivo, il est possible d'en tester la pertinence dans un pays en développement. Le troisième article consacré à la pauvreté et à la consommation conclut à la robustesse de l'approche. Ce résultat est particulièrement intéressant dans la perspective de la mise en place d'un dispositif de suivi de la pauvreté, notamment lorsqu'on connaît la lourdeur des enquêtes sur les revenus et la consommation, dont la fréquence des erreurs de mesure handicape sérieusement les diagnostics qui en sont tirés.

Pour conclure ce premier thème, un dernier article se penche sur la question des élasticités de la demande de consommation des ménages, à partir de l'estimation d'un modèle appliqué aux données de l'enquête permanente auprès des ménages de 1993. Les résultats permettent notamment d'apprécier les changements de consommation par produit et par type de ménage suite à des chocs affectant les revenus ou les prix.

Marché du travail, emploi et revenus à Antananarivo : une dynamique exceptionnelle

Deux articles sont consacrés à la dynamique du marché du travail, de l'emploi et des revenus d'activité à Antananarivo. À partir du dispositif des enquêtes sur l'emploi mis en place par le projet Madio, le premier analyse la dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999. Il apparaît clairement que la croissance macroéconomique a eu des répercussions substantielles sur le revenu des ménages, ainsi que des effets très positifs sur les recompositions sectorielles et les différentes catégories de main-

d'œuvre (femmes, enfants, etc.). Le recul massif de la pauvreté a cependant été insuffisant pour résorber le sous-emploi, tandis que les inégalités ont eu tendance à se creuser.

En prenant appui sur les résultats obtenus dans l'article précédent, le second article du thème présente un modèle micro-macro-économétrique destiné à étudier la formation des revenus dans la capitale malgache. Cette contribution présente deux intérêts majeurs, méthodologique et analytique. En premier lieu, le modèle de microsimulation en équilibre général présenté par l'auteur fait partie d'une nouvelle génération d'instruments d'analyse pour l'économie appliquée du développement. Son principe de base consiste à greffer des données individuelles d'enquête sur un cadre macroéconomique bouclé. Il permet ainsi pour la première fois de s'abstraire de l'hypothèse réductrice de l'agent représentatif. Il s'avère particulièrement adapté pour traiter des questions de répartition, de mobilité ou d'inégalités, et partant, de la pauvreté. En second lieu, le modèle met en évidence l'impact positif des hausses des salaires administrés (fonctionnaires, salaire minimum) sur la diffusion de la hausse du pouvoir d'achat à l'ensemble des ménages.

Éducation : les ménages pauvres contraints dans leurs stratégies éducatives

De nombreuses études ont montré que le capital humain détenu par un individu est un facteur déterminant de son niveau de vie. Mais au-delà de cette relation directe, avec l'élargissement du concept de pauvreté, être peu (ou pas) éduqué constitue en soi une forme de pauvreté. Ainsi, l'analyse du comportement des ménages en matière d'éducation des enfants apporte des éléments pour la définition des politiques de lutte contre la pauvreté. Deux articles du quatrième numéro d'*Économie de Madagascar* sont consacrés à ce thème. Le premier montre que les enfants des ménages dont le chef travaille dans le secteur informel, en moyenne plus démunis, arrêtent plus souvent leur cursus scolaire en primaire. Ils ont beaucoup moins de chance d'accéder aux études supérieures que les enfants des ménages dont le chef travaille dans le secteur public. Pour une plus grande équité des dépenses publiques d'éducation, une politique touchant directement les ménages qui en ont le plus besoin, et non les familles de fonctionnaires, devrait donc être mise en place. L'article suivant apporte également un éclairage pour un meilleur ciblage des dépenses d'éducation. En explorant la relation entre l'éducation et la fécondité, les auteurs mettent en évidence une relation négative entre la taille des ménages et l'éducation des enfants. Ils montrent que les enfants issus d'une famille de grande taille, caractéristique

des ménages pauvres, sont les plus défavorisés. Les dépenses d'éducation que leurs parents leur consacrent sont moindres, et leurs performances scolaires sont plus limitées.

Santé : un lien étroit entre le niveau de revenu et l'état de santé

Trois articles portent sur le thème de la santé, en liaison avec la pauvreté. La santé plus précaire des pauvres dans les pays en développement constitue un constat classique que l'on explique couramment par le faible niveau du revenu et les difficultés d'accès aux soins des plus mal lotis. On met ainsi en avant l'impact de la pauvreté monétaire sur la santé. La causalité inverse est plus rarement explorée. À partir d'une étude économétrique, un premier article étudie l'effet des conditions nutritionnelles de long terme sur la réussite scolaire, facteur déterminant du revenu futur d'un individu. La pauvreté apparaît ainsi se perpétuer d'une génération à l'autre, les ménages les plus démunis ne pouvant assurer les soins de santé nécessaires non seulement à leur bien-être, mais aussi à une meilleure performance scolaire de leurs enfants.

Le fait que les dépenses de santé dépendent du niveau de revenu, et non de l'importance moindre accordée par certains ménages à l'investissement sanitaire, apparaît clairement dans l'article suivant : l'auteur trouve une forte élasticité-revenu des dépenses de santé, que celles-ci soient prises en charge ou non par un organisme tiers.

Par ailleurs, l'ampleur de l'impact des conditions économiques sur l'état de santé de la population peut atteindre des proportions dramatiques. À partir des données de l'état civil, un troisième article consacré à la santé met en évidence une véritable période de famine, intervenue dans la capitale malgache entre 1985 et 1987. Cet épisode, paradoxalement passé totalement inaperçu et qui s'est traduit par des taux de mortalité tout à fait exceptionnels, s'explique par une forte poussée des prix du riz, dans un contexte de libéralisation de la filière. Les auteurs s'interrogent sur les implications démographiques, économiques et politiques de cet épisode.

Comportement des ménages agricoles et sécurité alimentaire

Un seul article aborde la question des ménages agricoles, peu traitée dans la quatrième livraison d'*Économie de Madagascar*, malgré son importance évidente du point de vue de la réduction de la pauvreté à Madagascar. L'auteur s'interroge sur les déterminants de l'offre rizicole à partir des données fournies par les observatoires ruraux mis en place par le projet Madio. Malgré les problèmes

économétriques, liés notamment au fait que les producteurs rizicoles sont également consommateurs, il est montré que les riziculteurs ont tendance à accroître plus fortement l'offre commercialisée que la production lorsque les prix augmentent, ce qui entraîne des conséquences négatives en termes de sécurité alimentaire.

Ainsi, les articles publiés dans le quatrième numéro d'*Économie de Madagascar* couvrent des thématiques variées. Mais naturellement de nombreuses questions n'ont pas été traitées. Ce numéro doit donc être considéré comme une première étape dans la mobilisation des bases de données pour étudier le comportement des ménages, et par là contribuer à la mise en place de stratégies plus efficaces de lutte contre la pauvreté.

Stratégie de publication et de diffusion : quel avenir pour l'édition scientifique dans un pays pauvre ?

À l'issue de la parution des ses quatre premiers numéros, la revue *Économie de Madagascar* a réussi son pari. La qualité des analyses et de la présentation en font une revue scientifique à part entière. La pertinence des thèmes retenus, eu égard aux priorités de la politique économique à Madagascar, et les débats organisés au moment de la parution de chaque numéro, sont unanimement appréciés dans le pays. Pour l'ensemble des quatre premiers numéros, 800 exemplaires ont été distribués à Madagascar et à l'étranger, et plus de 1000 ont été vendus. La revue a fait l'objet d'une importante couverture médiatique localement, et sa naissance a été saluée dans des revues ou des bulletins scientifiques internationaux (*Statéco*, *La lettre de l'AFSE* (Association française de sciences économiques)). Elle a aussi été présentée aux quatrième journées scientifiques du réseau Analyse économique et développement de l'Agence universitaire de la francophonie à Ouagadougou en janvier 1999, ainsi qu'au colloque sur les enquêtes et systèmes d'information organisé par l'IRD, l'Ensea (École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée), Afristat, l'AISE (Association internationale des statisticiens d'enquêtes) et la Société française de statistique, à Abidjan en avril 1999.

Si le financement du premier numéro a été entièrement pris en charge par la Mission française de coopération à Madagascar, une stratégie d'auto-financement partielle a été mise en place à partir du deuxième numéro. Ce dernier a été financé pour moitié par les ventes du premier, et pour moitié par

la Coopération française, sur les fonds du projet Madio. La même politique a été adoptée pour les deux numéros suivants, dont l'IRD et l'Union européenne ont été les contributeurs financiers successifs.

Chacune des parutions de la revue *Économie de Madagascar* donne lieu à Antananarivo à une conférence-débat en présence de hautes personnalités et d'un large public. La conférence de lancement en décembre 1996 a été présidée par le doyen de l'université d'Antananarivo ; l'ambassadeur de France et le chef de la Mission française de coopération à Madagascar y ont prononcé une allocution de bienvenue à la revue, en présence du gouverneur de la Banque centrale et du directeur général de l'Instat. Le débat organisé à l'occasion de la parution du deuxième numéro a été introduit par le président du Secrétariat technique de l'ajustement (STA), tandis qu'un ancien ministre de l'Agriculture et haut fonctionnaire de l'État en était l'invité spécial. La conférence de présentation du troisième numéro, consacré largement au thème de la politique fiscale, devait initialement avoir lieu en décembre 1998. Un débat devait s'engager autour des articles de la revue, et, dans une perspective de moyen terme, entre les organisations patronales et l'administration fiscale, afin de dépasser les polémiques qui venaient de conduire à une rupture entre les deux parties. Les autorités ont cependant demandé au comité de rédaction d'annuler la conférence, et de la reporter pour cause de conjoncture politique trop tendue. Elle s'est finalement tenue en janvier 1999 devant près de 300 personnes, avec à la tribune tous les représentants du secteur privé, et les équipes des directions des impôts et des douanes au grand complet, conduites par le vice-Premier ministre chargé du Budget. Quant à la conférence de présentation du quatrième numéro, elle s'est tenue en novembre 2000, et a confirmé l'intérêt du public pour la revue.

Cependant, et malgré les acquis, l'expérience de la revue *Économie de Madagascar* reste éminemment fragile, comme le montre le retard pris dans la livraison du quatrième numéro, daté de 1999 mais sorti en 2000. Le désengagement du projet Madio se traduirait probablement par la disparition de la revue. Nous cherchons ici à analyser les facteurs qui rendent la greffe si difficile, et éventuellement à dégager les moyens de remédier à ces difficultés.

Une contrainte structurelle : la pénurie d'offre d'articles

Ouverte à tous les économistes travaillant sur Madagascar, *Économie de Madagascar* est restée largement tributaire des contributions des

économistes du projet Madio. En effet, l'inventaire de l'existant a montré qu'il n'existait pas en 1996 d'offre locale d'articles, à l'exception de ceux produits dans le cadre de Madio. Tout l'enjeu consistait donc à faire monter en puissance d'autres compétences que celles de Madio, sans pour autant que la qualité baisse. Ce pari a été partiellement gagné, puisque dès la deuxième livraison, la revue a connu un début de diversification des auteurs. Ainsi, sur les 10 articles de ce numéro, rédigés aussi bien par des chercheurs malgaches qu'étrangers, seulement 4 contributions proviennent de Madio. Dans le troisième numéro comme dans le suivant, 4 articles sur 12 sont issus des travaux des membres du projet Madio.

Un constat inquiétant demeure cependant : à l'exception d'un seul article sur les 43 publiés dans les quatre premiers numéros de la revue, tous ont été réalisés dans le cadre de projets financés par les bailleurs de fonds, ou proposés par des chercheurs étrangers. Malgré la mise en place du support de valorisation que constitue la revue, l'offre autonome d'articles d'économie publiables est donc quasiment nulle à Madagascar. Ce triste bilan met clairement en lumière le caractère sinistré de la recherche académique dans le pays. La fonction de recherche est au point mort. D'un côté, les universitaires, pourtant statutairement qualifiés d'enseignants-chercheurs, ont totalement délaissé leurs attributions de recherche². Depuis de nombreuses années, ils n'assurent plus que leurs cours, et encore le savoir qu'ils dispensent est-il largement obsolète. Une part non négligeable de leurs activités est consacrée à la recherche de contrats de consultation, mieux rémunérés, mais dont les produits sont souvent de médiocre qualité. Quant aux centres de recherche, ils sont en état de mort clinique. Si la contrainte financière imposée par la dévalorisation des salaires publics est largement responsable de cet état de fait, la levée de cette contrainte n'est pas susceptible de résoudre à court terme le problème. À de rares exceptions près, les chercheurs et les universitaires ont subi un tel processus de déqualification (manque de formation aux instruments et aux techniques modernes de l'analyse économique, déconnexion de la communauté scientifique internationale) qu'ils ne possèdent plus les compétences requises pour produire des travaux de qualité.

Quant aux administrations économiques, qui dans la plupart des pays développés entretiennent une capacité propre de recherche, elles n'ont pas, en

² L'expérience de la revue *Économie de Madagascar* ne permet de porter un jugement que sur les économistes et les statisticiens. Pourtant, il semble que la situation ne soit guère plus brillante dans d'autres disciplines.

l'état, les moyens de jouer ce rôle à Madagascar. Leurs cadres n'ont ni le temps (ils sont accaparés par la gestion au jour le jour de l'État), ni la formation nécessaire pour entreprendre de véritables études de fond. Cette approche purement comptable et gestionnaire des administrations économiques (budget, trésor, douanes, impôts, investissement public) est d'ailleurs une entrave majeure au pilotage de l'économie. Les conséquences économiques des réformes ne sont ainsi jamais prises en compte.

Dans ce contexte, et en l'absence d'une communauté d'économistes nationaux digne de ce nom, la stratégie de reconstruction autour des compétences formées dans le cadre du projet Madio apparaît comme la seule issue possible. Celle-ci ne pourra qu'être progressive, et par conséquent envisagée sur le moyen terme.

De ce point de vue, le projet Madio ne devrait pas rencontrer de difficultés majeures à concilier les deux objectifs contradictoires de la revue *Économie de Madagascar* : d'une part assurer la promotion des travaux effectués par les membres de Madio (notamment les membres malgaches), sur un support plus valorisant que les Études de Madio, distribuées sous forme de photocopies et pouvant être assimilées à de la littérature grise, et d'autre part développer la capacité d'analyse nationale, en accueillant le maximum d'articles d'économistes malgaches travaillant hors du projet Madio (universitaires, cadres de l'Instat et d'autres administrations, etc.). En effet, tant que l'offre d'articles restera aussi limitée, la tension entre ces deux impératifs devrait rester faible.

Une revue tenue à bout de bras par le projet Madio

Non seulement le projet Madio est le principal contributeur des articles proposés à la revue *Économie de Madagascar*, mais il reste le maître d'œuvre unique de son processus de confection. Malgré la mise en place d'un comité de rédaction diversifié, et l'ancrage bi-institutionnel de la revue (Instat et BCM), celle-ci est restée tenue à bout de bras par le projet Madio, qui assure toutes les activités liées à sa parution (appel à contributions, mise en forme des articles, relecture, mise en page, réunions de suivi, promotion, etc.). Enfin, les coûts de publication, bien qu'excessivement modiques³, ont été systématiquement imputés sur le budget du

³ Ces coûts se limitent aux coûts de reproduction, puisque le projet Madio assure l'intégralité des autres étapes de la confection de la revue. Ils se montent à environ 35 000 francs français pour un tirage à 1 000 exemplaires, dont une moitié est autofinancée par la vente des livraisons antérieures.

projet. En l'état, le retrait de Madio correspondrait à une mort assurée et instantanée de la revue. Sur ce plan, la cofondation par l'Instat et la Banque centrale, voulue par Madio en gage de pérennisation de la revue, reste plus théorique que réellement opérationnelle.

En outre, aucun organisme, service ou collectif *ad hoc* ne semble à même de prendre en charge la réalisation de la revue *Économie de Madagascar*. Il est donc tout à fait clair que le projet Madio doit encore assumer entièrement cette responsabilité dans les années à venir. Cette tâche a d'ailleurs été l'objet d'un enjeu au sein de Madio, puisque pour les quatre premiers numéros, la préparation de la revue a été assurée par les deux économistes de l'IRD en poste au sein du projet Madio.

La question du public ciblé

La revue *Économie de Madagascar* s'est donnée trois objectifs principaux :

- inciter les économistes travaillant sur Madagascar, et plus spécifiquement les économistes malgaches, à produire des études de qualité, alignées sur les standards internationaux ;
- mettre à la disposition d'un large public des informations et des analyses concernant les problèmes de fond du pays, de façon à encourager le débat démocratique ;
- fournir aux décideurs des éléments pour la définition de politiques économiques pertinentes.

Dans une certaine mesure, ces objectifs sont contradictoires. D'un côté, la volonté d'alignement sur les revues internationales d'économie du développement impose des critères de scientificité particulièrement stricts, notamment en matière d'instrumentation et de technicité. De l'autre, le choix de faire d'*Économie de Madagascar* une référence en matière de débat sur les questions économiques à Madagascar suppose que les articles soient accessibles sinon à tous, au moins à un public "éclairé", mais dont la culture économique se situe très en deçà du niveau requis par les publications spécialisées. D'ailleurs, la stratégie d'autofinancement partiel n'est envisageable que dans cette perspective. Si on ajoute à ce dilemme la contrainte d'opérationnalité des résultats exigée par les décideurs, pour pouvoir être réellement mobilisés dans le cadre de leurs interventions, on mesure mieux la difficulté à concilier ces différents impératifs.

On a donc décidé d'adopter une position médiane, sur la voie étroite laissée libre par les principes de base de la revue : ni revue hyper-spécialisée (la

demande pour des exercices trop pointus, dont la principale qualité est la sophistication des méthodes employées, est inexistante⁴), ni revue de vulgarisation. La revue *Économie et statistique* de l'Insee est sans doute un bon exemple dont il conviendrait de s'inspirer. Jusqu'à maintenant, il semble qu'à travers ses premiers numéros, *Économie de Madagascar* ait trouvé cet équilibre.

Du fait de sa vocation à satisfaire avant tout le public malgache, et à centraliser les analyses économiques sur Madagascar, *Économie de Madagascar* a été obligée de déroger à certaines règles éditoriales classiques pour les revues scientifiques. En particulier, il a été décidé d'accepter dans ses colonnes des articles déjà publiés dans d'autres revues. En effet, et si on exclut les exercices de style académiques, c'est bien à Madagascar que l'on doit trouver les principales personnes concernées par les analyses sur l'économie malgache. Cette option pourrait poser problème à des auteurs cherchant à publier dans des revues plus prestigieuses, si la clause d'exclusivité était strictement imposée par ces dernières. Cette question qui doit être négociée au cas par cas, par accord entre revues, n'a pas pour l'instant engendré d'effet d'éviction. Les quelques articles soumis simultanément à *Économie de Madagascar* et à une

autre revue ont pu être publiés sur les deux supports.

Conclusion

La création de la revue *Économie de Madagascar* constitue une expérience assez exceptionnelle en Afrique subsaharienne, rendant à Madagascar une partie du prestige dont le pays jouissait du temps où l'université d'Antananarivo constituait encore une étape de choix dans une carrière universitaire. Si ses premières années d'existence ont permis de conforter les choix initiaux de ses promoteurs, en remplissant les objectifs qui avaient été fixés à sa création, il n'en reste pas moins que la revue est encore sur le fil du rasoir. Pour plusieurs années, elle restera tributaire du noyau d'économistes constitué autour du projet Madio, et de ses financements. Spécimen rare d'une publication scientifique dans un pays pauvre, elle mérite d'être appuyée par les institutions ou les pays disposant d'une longue tradition dans ce domaine, non pas à titre de curiosité exotique, mais comme une première étape dans la reconstruction d'une communauté scientifique d'économistes à Madagascar.

⁴ Les articles dont les développements techniques constituent la principale valeur ajoutée doivent chercher à être valorisés dans les revues internationales. L'autre solution consiste à rédiger une version plus analytique pour *Économie de Madagascar*, qui mette plus l'accent sur la problématique et les résultats obtenus, que sur les moyens d'y parvenir.